

GUATÉMALA

Recrudescence des agressions contre les défenseurs des droits humains

Index AI : AMR 34/007/2005

ÉFAI

Vendredi 21 janvier 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Depuis le début de l'année, les défenseurs des droits humains sont victimes d'agressions en nombre croissant de la part de groupes clandestins et du crime organisé, dans le but de les intimider et de saboter leur travail. Ils ont été la cible de menaces de mort, de coups de feu, de fausses alertes à la bombe et de « cambriolages » au cours desquels des informations sensibles ont disparu.

Le 14 janvier 2005, la voiture de Makrina Gudiel a été aspergée d'essence dans l'intention de la brûler vive. Elle a réussi à s'échapper et actuellement elle se cache.

Makrina Gudiel est conseillère municipale dans une petite ville du sud du pays dont son père, Florentin Gudiel, était le maire. Le 20 décembre 2004, alors qu'il rentrait chez lui à vélo, plusieurs hommes lui ont tiré dans le dos. Alors qu'il gisait à terre, ils l'ont achevé de deux balles dans la tête. On ne lui a rien volé. Comme sa fille, il menait activement campagne contre la corruption.

Le 11 janvier 2004, le *Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos* (CALDH, Centre pour la poursuite en justice des responsables de violations des droits fondamentaux) a été la cible d'une alerte à la bombe. Cette organisation avait déjà été menacée par des membres des anciennes Patrouilles civiles, des unités paramilitaires qui combattaient du côté de l'armée lors du conflit qui a déchiré le pays pendant 36 ans. Ces unités se sont alors rendues coupables de nombreuses atteintes aux droits humains. Des groupements constitués d'anciens membres de ces unités ont dénoncé publiquement le CALDH et d'autres organisations à cause de leur opposition au projet du gouvernement de verser des indemnités aux ex-membres des Patrouilles civiles.

Le 10 janvier 2004, en revenant dans leurs bureaux, des membres de l'Association des personnes déplacées ont constaté la disparition de certains équipements et de documents sensibles. Cette association travaille avec des communautés qui ont été déplacées lors du conflit armé interne et demande au

gouvernement de respecter ses engagements les concernant.

L'association *Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio* (HIJOS, Enfants pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence), est constituée de personnes qui cherchent à faire la lumière sur le sort réservé à leurs parents « *disparu* » et à poursuivre les responsables. Le 9 janvier 2005, les bureaux de cette organisation ont été cambriolés. Trois ordinateurs comportant des informations sur les activités de l'association, des dossiers contenant des documents importants et deux caméras digitales ont disparu. Par contre, des objets de valeur (scanners et imprimante) n'ont pas été emportés.

Le 7 janvier 2005, des agresseurs armés ont poursuivi Leonel Garcia Acuña, un syndicaliste travaillant dans une petite ville de l'est du pays. Ils ont tiré sur lui tout en criant qu'il fallait « *tuer ce fils de pute, ne pas le laisser vivre* ». Il a cependant réussi à s'enfuir et à se réfugier dans un village voisin. Une semaine plus tôt, Leonel Garcia Acuña avait participé à une réunion visant à résoudre un conflit du travail qui s'éternisait. Les employeurs avaient déclaré que le syndicat était leur « *pire ennemi* ».

La liste de ce genre d'affaire est longue.

« *Ces agressions contre les défenseurs des droits humains sont liées à l'absence de volonté politique de lutter contre le manque de justice et contre les groupes clandestins, un problème qui se pose depuis déjà très longtemps au Guatemala* », a déclaré Amnesty International.

« *À plusieurs reprises, le gouvernement du président Berger s'est engagé à mettre fin à l'impunité, mais il n'a pas fait grand chose pour cela* », a souligné l'organisation. « *L'impunité dans laquelle opèrent les groupes clandestins et ses conséquences quant au respect du droit sont l'un des principaux problèmes qui se posent au gouvernement du Guatemala* ».

Amnesty International renouvelle son appel aux autorités du Guatemala pour qu'elles enquêtent sur toutes les agressions dirigées contre les défenseurs des droits humains et qu'elles en traduisent les auteurs en justice. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>